

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18988 - 73ÈME ANNÉE

Appel à la convergence des luttes entre les travailleurs et les usagers du service public

1er mai de résistance à une offensive générale contre les droits sociaux



Ce 1er mai, un défilé a rassemblé de nombreux manifestants à l'appel de l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF. C'était une nouvelle mobilisation contre la politique de casse sociale du gouvernement qui touche toutes les catégories de la population à l'exception des plus riches. La réponse des syndicats est un appel à la convergence des luttes et à l'élargissement du rassemblement pour résister à une offensive générale contre tout ce que la lutte a permis d'obtenir au cours des dernières décennies.

Rendez-vous était donné hier matin au Jardin de l'État par l'Intersyndicale CGTR-FO-FSU-UNEF pour un défilé jusqu'à la préfecture à l'occasion du 1er mai. Cette année, la manifestation s'est

faite dans un contexte particulier. Le gouvernement issu des élections de l'an passé a mis en place son programme. Il a lancé une offensive générale visant toutes les catégories de la population à l'exception des plus riches. Cela vise notamment

les jeunes qui voient se dresser la sélection à l'entrée à l'Université, les salariés qui subissent une nouvelle réduction de leurs droits, les demandeurs d'emploi qui sont ciblés par des mesures cherchant à les culpabiliser, les retraités qui voient



leur pouvoir d'achat amputé par la hausse de la CSG. À cela s'ajoute l'attaque menée contre les travailleurs de la SNCF. La remise en cause du statut de cheminot préfigure celle du statut du fonctionnaire, affirment les syndicats. Le service public est particulièrement ciblé. Un programme de 120.000 suppressions de poste est prévu, ce qui conduira à des remplacements par des emplois précaires qui seront soumis à la loi El-Khomri et aux Ordonnances Macron, et donc facilement mis au chômage.

Délégation du PCR

Dans ce contexte de contre-réforme générale, les syndicats sont particulièrement visés. Les lois El-Khomri et les Ordonnances Macron avaient notamment pour but de les affaiblir car ils constituent un obstacle au programme d'accroissement des inégalités sociales mené par ce gouvernement. Ce 1er mai était donc une étape dans la résistance face à l'offensive des représentants d'une classe sociale qui veut reprendre tout ce que les travailleurs lui ont retiré par la lutte au cours des 60 dernières années. Une délégation du PCR était présente à ce défilé. Elle était notamment composée de Maurice Gironcel, secrétaire général, Elie Hoarau, président, Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux relations internationales. Des militants venus de toute l'île étaient présents, notamment Gélita Hoarau, ancienne sénatrice au cœur des luttes avec une délégation de Saint-Pierre. D'autres syndicats étaient également dans le défilé, comme Solidaires et le SAIPER.

Le mot d'ordre était donc la convergence des luttes, en misant sur une prise de conscience : les attaques contre le service public visent non seulement ses agents, mais aussi les usagers. À La Réunion où plus de 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, ces attaques ont un impact encore plus désastreux, a notamment dit en substance Ivan Hoarau, secrétaire général de la CGTR.

« Dédicace à Annette »

Le défilé marqua une pause devant la Mairie de Saint-Denis, où le pouvoir organisait une remise de médailles. Des militants de la CGTR ont alors entonné « une dédicace à Annette » : « la droite i gagne, patron i ri, la gauche i gagne, patron i ri, mais zot veut pas, c'est travailleur lé solidaire ». Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, est en effet un soutien d'Emmanuel Macron, la Mairie symbolise donc un relai du pouvoir qui mène cette politique de casse sociale. Le défilé s'est poursuivi jusqu'à la préfecture où une prise de parole a eu lieu devant les grilles.

Dany Elisabeth (UNEF) a rappelé la mobilisation contre Parcoursup dans les Universités, et a souligné que les étudiants sont l'avenir et qu'ils sont solidaires.

Marie-Hélène Dor (FSU) a constaté que le « nouveau monde » prôné par Emmanuel Macron est en réalité un retour à l'époque d'avant les acquis sociaux. « Ce gouvernement est prêt à tout, il essaie de nous diviser, c'est un aveu de sa faiblesse. Notre collectif sera notre force », soulignait-elle.

« Besoin d'unité »

Eric Marguerite (FO) a noté que dans beaucoup de pays, notamment les démocraties occidentales, « les libertés syndicales sont menacées, la France n'y échappe pas ». « Le chômage augmente, le pouvoir d'achat baisse, c'est la casse du service public ». « La pression monte et la remise en cause du statut des fonctionnaires ». « La grève s'étend dans tous les secteurs, le gouvernement continue à faire des cadeaux aux plus riches. Il faut établir un rapport de force : la grève ».

Ivan Hoareau (CGTR) a souligné que ce 1er mai « participe à la résistance face à un régime autoritaire qui menace la démocratie. La répression est l'arme de ce gouvernement ». Il a appelé à la « convergence des luttes » : « quand on attaque le service public, on attaque le travailleur et l'utilisateur ». Le dirigeant syndical a demandé à « élargir la lutte à tout ce qui peut représenter une société civile organisée ». « Le besoin d'unité s'exprime de façon très claire », a-t-il poursuivi. Il a mis en évidence l'impact surmultiplié de l'austérité à La Réunion. Les 11 milliards d'euros de baisse des dotations aux collectivités sous François Hollande, et les 13 milliards prévus par Emmanuel Macron toucheront tous les Réunionnais. « La suppression des emplois aidés, ce sont 20.000 familles touchées », a-t-il rappelé. Il a conclu son discours en donnant rendez-vous pour le 22 mai prochain, avec la grande journée d'action dans la fonction publique.

Le rassemblement s'est conclu par une prise de parole de Denis Irouva. Il a salué la présence à ses côtés de Christian Moutama, avec qui il a participé à la fondation de la CGTR voici 50 ans. Puis Denis Irouva a entonné l'Internationale, reprise en chœur par les participants au rassemblement.

M.M.

Edito

La crise de l'eau impose la recherche de nouvelles solutions

Au Cap, la menace d'une coupure d'eau pour 4 millions d'habitants est toujours d'actualité. En effet, les réservoirs qui alimentent la ville sont toujours en dessous de leur niveau normal. En conséquence, la première mesure consistant à limiter la consommation à 50 litres d'eau par jour et par personne est entrée en vigueur. Si cela ne suffit pas, alors 4 millions de personnes seront contraintes de se fournir en eau dans une des 200 fontaines publiques qui sera alors ouverte sous surveillance de la police. La quantité sera limitée à 25 litres par jour et par personne.

Au Cap, la crise de l'eau fait aussi apparaître un conflit quant à son usage. Une grande partie de la maigre ressource est consommée par l'agriculture. Elle sert à irriguer 15.000 hectares de vignobles. Si le robinet est coupé aux cultivateurs, alors ce sont des emplois supprimés et des travailleurs rejetés dans la grande pauvreté. Le Cap est une ville côtière, d'où la possibilité d'implanter une usine de dessalement d'eau de mer. Mais il faut alors fournir l'énergie nécessaire à son fonctionnement, sans qu'elle ait un impact dans la pollution. Car le problème qui touche le Cap est lié à la succession de plusieurs années de sécheresse qui ont mis les réserves à sec. Le développement du Cap et de l'agriculture dans cette région était lié à la présence de l'eau en abondance. Mais le changement climatique vient brutalement de changer la donne, imposant des mesures drastiques pour espérer maintenir la situation actuelle.

Ceci rappelle que la vitesse du changement climatique continue d'être plus rapide que la capacité d'adaptation des populations qui en subissent les effets les plus extrêmes. Il est alors nécessaire de changer de rythme, ce qui impose une nouvelle politique dans tous les domaines, notamment celui de l'eau. Le modèle occidental d'utilisation unique d'une eau rendue potable à grand frais avant d'être expédiée vers une station d'épuration montre aujourd'hui ses limites. La Réunion est aussi concernée, car ce modèle s'y applique, et tôt ou tard, le changement climatique fera surgir une crise de l'eau.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Promyé mé avèk libérasyon sosyal : in n'afèr i rès pou trapé asiréman !

Yèr lété la fète bann travayèr é moin lé sir do pré konm de loin, bonpé d'moun la pans fète-la. Pars sak moin lé sir, toulmoun na poin in mèm l'opinyon dsi la késtyonn travaye.

Moin lé sir in bonpé jenn dann shomaj konm nou néna isi La Rényon, la fète travaye i égzis pa. La fète sré plito pou zot kan zot va gingn in plas travaye, sré plito lo zour zot va sign in kontra travaye. Konbien zot i gagn ? Sa i vien apré sirtou si zot i gingn sink fran sis sou. La dirté lo travaye ? Sa sé in n'afèr va oir apré.

Sak i soufèr dann travaye épi lé tro fatigé pou kontinyé ; sak i souète arienk ropozé pars zot la fine doné pli k'i anfo, pou zot galman lo travaye sé pa in fète. Dann in tan l'ésplòitasyon i rogoumant, dann in tan ou i gingn ziska in bèrnaout dann travaye, promyé mé i pé pa z'ète in vré fète.

Néna sak i yèm z'ot travaye, é zot i artrouv azot la-dan alèz konmblèz, mèm si i fatig lo kor sansa la tête, promyé mé i pé z'ète in fète. Lo tan pou majine son vi d'travaye é koman li oi son l'avnir. Pétète pou li lo tan pou z'ète fyèr sak li la gingn fé dann z'ot vi. Astèr pou nou rényoné-konm tout bann pèp la konète l'ésklavaz, la trète épi l'aboisyon bann krime la - moin lé sir pou tout bannla, lo vré fète sé la fète l'abolisyon. An touléka, sé in fète i roprézant in bonpé d'shoz pou nou konm pou zot. Zot i koné sé sak ni apèl la fète la libèrté : zour la nou l'arète avèk in sistèm kriminel pou rant dann in sistèm près normal.

Solman la fète promyé mé lé inportan pou nou pars ni pé viv sa konm in fète lo mond lo travaye épi si posib in zourné d'lite pars firamézir bann travayèr i pèrd z'ot droi é bann gouvèrnman i pans arienk in n'afèr sé raz la pint bann travayèr é si posib fini avèk z'ot sindika é si ou la poin sindika, adyé la libérasyon sosyal. Promyé mé, sa i doizète in zour pou kalkil koman ni pé fé avans nout li bérasyon-la .

La libérasyon sosyal ? Sa in konkète i rès pou trapé in pé artou dsi la tèr.

Justin

« In vyé moun asiz i oi pli loin k'in jennjan dobout ! » : in kozman pou la rout

Sa in provèrb l'Afrik é souvan dé foi moin la dmann amoin kosa sa i vé dir toulbon. Dabor, mi pans lé pli klèr si i mète dé koté lo « oir »-la vu si zot i vé. Pars si i agard arienk lo « oir », lo kozman moin la mark an-o-la lé pa vré ditou, sré plito lo kontrèr : in jennjan i oi pli klèr k'in vyé moun, an zénéral. Mé i pé dir la zénès i oi lé shoz toutsuit pou toutsuit, èl lé présé sa ni koné. Alé oir vyé moun i oi lo domin épi lo apré d'min. Final de kont lo tan na poin mèm sans suivan ké ou lé jenn, sansa si out vi lé déza in pé long déyèr ou. Mé pétète suivan lé ka i pé z'ète lo kontrèr : in vyé moun i pé z'ète présé pou fé dé shoz avann alé, é in zénès i pé an avoir dovan li lo tan pou oir, prévoir, roganiz sak li néna po roganizé . Alé ! Mi kite azot lo tan pou rofléshi la dsi é ni artrouv pl i d'van sipétadyé.